

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921); la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne; le refus des Front populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

Correspondance :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire ou
C.C.P. 2.202-22 Marseille

Abonnements :
1 an : 30 F (300 FB)
6 mois : 15 F (150 FB)
pli fermé : 44 F et 23 F
« programme communiste »
1 an : 32 F (320 FB)

13^e ANNEE — N° 211
LE NUMERO : 1,50 FF
15 FB - 1 FS
du 10 au 23 janvier 1976

Malgré les coups de la bourgeoisie

Ne pas se laisser intimider

La répression gouvernementale a démontré la fragilité théorique et politique de l'extrême gauche qui se réclame de l'antimilitarisme, ainsi que son alignement sur les positions de la démocratie en général. Cet alignement s'est effectué par la revendication de principe de l'indépendance nationale pour tous les pays et donc de la possibilité d'une défense nationale pour les pays de vieux capitalisme; par l'opposition faite ou insinuée entre une armée démocratique et une armée fasciste, comme si les deux n'avaient pas la même fonction, la même nature, et plus encore, la même structure, enfin le même personnel; par la justification de la revendication de l'organisation des soldats au nom des droits imprescriptibles du citoyen; enfin par la lutte contre la répression en utilisant la mystification bourgeoise des droits de l'homme.

Sommes-nous en présence d'une simple manifestation « tactique » de souplesse indispensable pour se protéger de la répression? En d'autres termes, est-il envisageable de cacher un drapeau lorsque ce drapeau attire précisément les foudres d'un ennemi aujourd'hui d'autant plus fort que la faiblesse du mouvement prolétarien est extrême, et de feindre — mais seulement feindre, dira-t-on — de parler le langage bourgeois du bon sens et des droits et des libertés en général?

Pour répondre à la question il faut se demander pourquoi la bourgeoisie frappe. Sont-ce les idées en général qu'elle veut réprimer, ou bien le fait que des idées se mettent au service de la lutte? En d'autres termes, si l'on considère aujourd'hui la disproportion entre la brutalité de la réaction bourgeoise et les faits réels, n'est-ce pas la **tendance** à tisser des liens entre les ouvriers et la troupe, ainsi que la **tendance** des soldats à se regrouper pour se défendre face à la hiérarchie militaire qu'il s'agit de réprimer? Or cette tendance peut commencer à se manifester, comme il arrive en général au début de chaque mouvement, avec les idées les plus confuses, voire — si l'on veut bien saisir les caractères d'une situation sur laquelle pèse de longues décennies de contre-révolution — les plus farfelues. Bien sûr, nous savons que le mouvement ne trouvera son expression complète et sa pleine efficacité qu'en se donnant une idéologie révolutionnaire, en l'occurrence en se plaçant sur le terrain de l'antimilitarisme prolétarien. Et c'est pourquoi la bourgeoisie fait la chasse à l'antimilitarisme, avec la complicité de ses larbins. Mais elle doit aussi frapper ceux qui, malgré leurs idées incomplètes, aident le mouvement, et même ceux qui n'y font pas obstacle. C'est la raison pour laquelle se replier sur des positions plus faciles et moins claires, plus acceptables par « l'opinion publique », etc., ne met nullement à l'abri des coups.

Il est bien entendu possible que ce repli, parce qu'il érousse le mouvement, entraîne une moins grande sévérité de la bourgeoisie, notamment pour la répression des organisations. Quand il y a un procès, la chose est un peu différente car il peut avoir lieu bien plus tard, à un moment où la situation politique aura changé, si bien que l'indulgence relative ou au contraire la sévérité plus grande de la « justice » dépendent d'une combinaison de forces et d'influences qui risquent d'avoir peu de rapports

avec les conditions présentes — dans lesquelles l'attitude des organisations visées n'est d'ailleurs qu'un élément —, et en l'occurrence non déterminant.

Mais admettons malgré tout qu'on puisse, en affaissant la propagande révolutionnaire et en cachant ses principes (au point d'ailleurs de prendre... ceux de l'adversaire), amortir les coups de la répression. On ne peut oublier que l'un des objectifs de la bourgeoisie est précisément de faire taire, par la répression directe et par l'intimidation, la propagande la plus radicale. En effet, si la bourgeoisie ne peut briser le mouvement lui-même parce qu'il répond à de trop profondes déterminations matérielles, elle cherche au moins à le canaliser sur un terrain où il ne puisse pas avoir le tranchant et l'agressivité que seule pourrait lui donner une direction antimilitariste conséquente, c'est-à-dire le parti révolutionnaire. Et en effet, le droit d'organisation des soldats en général, la bourgeoisie peut le concéder, si la situation l'exige et si elle a des garanties sérieuses de la part de l'opportunisme, ce qui suppose précisément une **lutte sans merci contre l'antimilitarisme**. Si devant la répression les révolutionnaires cachent leur drapeau, l'intimidation a parfaitement réussi.

*

Si la classe dominante a une telle aisance dans l'art du mensonge, cela repose sur son immense puissance économique et sur la force qu'elle concentre dans son Etat. Mais le prolétariat a historiquement une marge de manœuvre beaucoup plus faible. Manier en particulier le mensonge démocratique, c'est rater complètement son objectif, puisque c'est précisément le même mensonge que la bourgeoisie manie pour éviter d'avoir à utiliser directement la violence ouverte contre le prolétariat. Ce dernier au contraire, ne peut tromper une classe qui a une longue habitude de domination; surtout, il doit pour lutter **faire naître une force** qui ne peut lui venir de l'utilisation d'aucun artifice. Or cette force ne peut précisément exister que dans la mesure où les éléments avancés comprennent que la capacité de lutte du prolétariat lui vient non de l'appel à une liberté abstraite et à des droits en général en commun avec des forces sociales qui ne peuvent que le paralyser, voire le combattre dès qu'il avance ses exigences propres, mais de l'utilisation de ses armes de classes, de son nombre, de son organisation, de sa conscience. C'est même seulement de cette manière qu'il peut exercer contre l'Etat bourgeois une pression telle que les droits et liber-

DANS CE NUMERO

- Séguy et Maire: « Le gauchisme, voilà l'ennemi ! ».
- La CFTD fait le ménage.
- Sur « L.O » et la défense nationale: pour une position exempte d'ambiguïté !
- La IV^e et les travailleurs immigrés: unité de classe ou unité avec l'opportunisme ?
- Toujours le mythe de la garantie de l'emploi.
- Un pacte syndicat-patron.

tés hypocritement accordés par la bourgeoisie à tous les citoyens ne soient pas complètement vidés de tout contenu réel pour lui. Bref, le prolétariat ne peut feindre dans sa lutte contre la bourgeoisie sans se tromper lui-même.

Certes, il y a toujours une part de manœuvre dans la lutte politique — par exemple, dans le cas d'un procès, il peut être possible de nier juridiquement les faits reprochés tout en revendiquant cependant hautement les objectifs du communisme. Mais le but de la manœuvre est plus de

(suite page 4)

Solidarité contre la répression !

47 personnes ont à ce jour été inculpées pour « participation à une entreprise de démoralisation de l'armée ». 12 sont encore détenues. Sans parler des dizaines de soldats mis aux arrêts.

Nous appelons militants, sympathisants et lecteurs à faire valoir partout l'exigence de la **SOLIDARITE DE CLASSE INCONDITIONNELLE** contre la répression bourgeoise, l'exigence de l'utilisation des méthodes spécifiques de classe. Ceci est particulièrement important dans les syndicats étant donné la position ignoble des directions confédérales.

Il est indispensable d'exiger la libération immédiate de tous les détenus, la levée de toutes les inculpations, l'arrêt de toutes les poursuites, l'arrêt des sanctions contre les soldats.

Nous appelons également tous les camarades à intervenir partout où cela est possible pour démontrer que la solidarité avec la lutte des soldats et avec les victimes de la répression bourgeoise ne peut prendre toute sa force que sur le terrain de l'**ANTIMILITARISME DE CLASSE**, et en liaison avec la lutte contre l'opportunisme chauvin.

Le jusqu'au-boutisme des démocrates

On reconnaît souvent dans la Ligue des Droits de l'Homme une institution vénérable, inébranlablement résolue à défendre l'opprimé en général, qui élève la lutte pour le respect des Droits de l'Homme et du Citoyen à la hauteur d'un devoir sacré ne souffrant aucune exception, aucun accommodement avec les contingences d'ici-bas, fussent-elles celles de la lutte des classes.

C'est ainsi que notre aréopage a été saisi d'une vertueuse indignation devant cette atteinte inqualifiable au Droit et à la Morale qu'a été l'inculpation de 47 citoyens, égaux en droits et en devoirs, par la Cour de Sécurité de l'Etat, juridiction dont la Ligue des Droits de l'Homme dit qu'elle « n'est pas une institution dont nous ayons à nous glorifier, mais, ajoute-t-elle, elle existe et nous n'en contestons pas l'existence ».

Qu'est-ce donc qui émeut les champions de l'Homme dans cette inculpation? Le fait que cette Cour « n'a pas été valablement et légitimement saisie »! En effet, on ne peut pas dire qu'il y ait « entreprise de démoralisation de l'armée », et, même, « le gouvernement a fait plus de tort à la défense nationale et à l'institution militaire que ne pouvaient en faire ceux qu'il a mis en prison ». Voilà donc le terrible « j'accuse » qui doit, on s'en doute, empêcher nos gouvernants de dormir!

En fait, ce que les vestales de la démocratie avouent là, c'est qu'elles défendent les Droits de l'Homme jusqu'au bout... tant qu'ils ne portent pas vraiment atteinte à la défense nationale! qu'elles défendent les Citoyens jusqu'au bout... tant qu'ils ne démoralisent pas pour de bon l'armée! Bref, elles avouent que les Droits soi-disant « absolus » s'arrêtent devant les droits supérieurs de la domination bourgeoise.

Le plus triste, c'est de voir de prétendus révolutionnaires ne trouver d'autre recours contre l'Etat que de se réfugier sous l'aile de pareils défenseurs!

La IV^e Internationale et les travailleurs immigrés

Unité de classe ou unité avec l'opportunisme ?

Il ne suffit pas d'avancer certaines revendications immédiates correctes et de « critiquer le réformisme » pour défendre de façon conséquente les travailleurs. Sans rupture décidée avec les agents de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers et avec leurs méthodes, il n'y a pas plus de travail syndical conséquent que de préparation révolutionnaire. S'il en fallait encore une preuve, on pourrait l'illustrer par l'attitude de la LCR et, plus généralement, de la IV^e Internationale dans la question de l'immigration.

« Ouverture des frontières; contre tout contrôle et statut spécifique de l'immigration; mêmes droits politiques, syndicaux et sociaux pour tous ceux qui travaillent en France » (1): les revendications avancées répondent à des problèmes réels et correspondent aux nôtres, ce qui, en théorie, devrait fournir la base d'actions communes entre nos militants syndicaux. Mais ce ne sont pas les revendications qui, avant tout, caractérisent l'action immédiate des révolutionnaires. Le réformisme lui-même peut agiter ou reprendre démagogiquement des revendications ouvrières profondément senties (sans quoi il ne pourrait pas remplir sa fonction). Seulement, il insère ces revendications dans un cadre collaborationniste qui les dénature, et les assortit de méthodes qui ou bien les condamnent à ne jamais aboutir, ou bien les font aboutir au prix d'un recul de la combativité et de l'unité ouvrières.

Aucune revendication immédiate n'est pour nous un but en soi: la lutte — vitale — de défense ouvrière n'est jamais qu'un moyen, pour le parti de classe, de l'union grandissante des travailleurs en vue des combats décisifs, car tant que la bourgeoisie aura le pouvoir, il n'y aura aucune « conquête » durable pour la classe des sans-réserves. En l'absence d'un cadre de lutte anticapitaliste, les avantages mêmes que l'opportunisme obtient de ses « partenaires » patronaux et gouvernementaux par la négociation et la pression ad hoc, finissent par se transformer en une chaîne qui ligote encore davantage la classe ouvrière à l'ordre de son esclavage. Pour fragiles et éphémères qu'elles soient, à l'échelle historique, les miettes qu'ils persuadent de temps en temps la classe dominante d'« accorder » à une partie des exploités dans l'intérêt de la paix sociale, consti-

tuent néanmoins, dans l'immédiat, un puissant facteur de corruption, capable de faire hésiter les ouvriers au moment de l'action revendicative (et à plus forte raison de la révolte). Et d'autre part ce sont elles qui lui acquièrent la sympathie et l'influence sans lesquelles il ne pourrait pas continuer à jouer, en dépit de toutes ses trahisons, son rôle spécifique d'agent de la classe capitaliste au sein de la classe ouvrière. La domination de l'opportunisme sur le prolétariat repose sur des facteurs éminemment matériels, cimentés au cours de dizaines et de dizaines d'années. C'est pourquoi elle exige d'être combattue non seulement sur le terrain (toujours nécessaire) de la propagande et de l'agitation révolutionnaires, mais aussi sur le terrain de la lutte quotidienne pour les intérêts immédiats des ouvriers.

(Suite page 2)

ATTENTION, le PRIX DU JOURNAL PASSE A 1,50 F.

Sur « Lutte Ouvrière » et la défense nationale

Pour une position exempte d'ambiguïtés !

Lutte Ouvrière revendique le défaitisme pendant la seconde guerre impérialiste comme une pierre angulaire de sa tradition politique : « Ce groupe, lit-on dans la revue *Lutte de classe*, fut créé au début de la guerre par des militants de la IV^e et fut le seul groupe trotskyste à défendre une position internationaliste sans ambiguïté dès les premiers mois de l'occupation. »

Sans doute le défaitisme du groupe dont LO est l'héritier n'était-il pas en réalité exempt d'ambiguïté, justement, parce qu'il n'était pas un défaitisme de tous les côtés, sur tous les fronts de la guerre impérialiste. Dissident, mais restant trotskyste, ce groupe se refusa à reconnaître le caractère impérialiste de la guerre y compris du côté russe — il ne fut pas, par exemple, ébranlé par le partage de la Pologne — parce qu'il continuait à voir dans l'Etat russe un Etat ouvrier, dégénéré certes, mais ouvrier, en dépit de la contre-révolution stalinienne et même de l'élimination complète de la vieille garde bolchévique.

A l'époque des orgies social-chauvines du stalinisme préparées par le massacre des révolutionnaires espagnols, l'époque du naufrage peu glorieux d'une « IV^e Internationale » qui ose encore chanter ses martyrs dans la Résistance patriotique, la position de ce groupe marqua un pas en avant. Cependant, parce que la position n'était pas complète, n'était pas exempte d'ambiguïté malgré sa générosité, et à cause des conditions d'écrasement total du prolétariat comme force indépendante, ce ne fut justement qu'un pas, un sursaut, et non le prélude à un retour à l'orthodoxie marxiste.

Dans la bataille actuelle de l'antimilitarisme, on aurait pu imaginer que LO donne au moins un écho de cette tradition. Au lieu de cela, les colonnes du journal sont remplies de plaintes sur le rôle colonialiste de l'armée, sur le rôle contre-révolutionnaire de l'armée française, contre la Russie et la Hongrie des soviets en 1919, mais on oublie ses prouesses pendant la première guerre mondiale... Quant à la seconde, elle est prétexte à cette réflexion désabusée : « il est arrivé à l'armée française de se défendre contre une invasion extérieure — une seule fois — cela se passait en 40, avec le succès que l'on sait ». Quelle critique lamentable, quel crétinisme opportuniste !

Soyons clairs. Par « défense nationale », la bourgeoisie ne fait que couvrir ses exploits impérialistes et elle érige cette défense en principe, mais uniquement pour le prolétariat qu'elle cherche à entraîner dans sa guerre en la peignant aux couleurs attrayantes d'une tradition commune de lutte contre la réaction féodale et monarchique. Mais pour peu que la classe ouvrière veuille faire valoir ses exigences propres, elle qui supporte tout le poids de l'aventure barbare, voici que les diverses bourgeoisies taisent par dessus les tranchées leurs rancunes et leurs appétits adverses pour préserver l'essentiel, leur domination de classe. C'est là le sens de la Commune de Paris, de l'armistice de 1918, de la Commune de Varsovie en 1944 ; c'est là le trait saillant, le caractère dominant de toutes les guerres menées depuis cent ans entre pays de l'aire euro-américaine.

C'est pourquoi la seule manière d'utiliser la polémique sur l'abandon de la défense nationale par la bourgeoisie n'est pas de se lamenter sur cet abandon, mais de dire : ne nous obligez pas à défendre un prétendu principe que vous ne respectez même pas et que vous avez uniquement fabriqué pour nous ! Et c'est le moment ou jamais de se souvenir du cri du Manifeste : « Les prolétaires n'ont pas de patrie. On ne peut leur ôter ce qu'ils n'ont pas. »

Il ne suffit nullement de plaindre sur le fait que la bourgeoisie est incapable de mener une « guerre de défense » ; il faut oser affirmer qu'une fois qu'il a aidé la bourgeoisie à constituer son Etat national contre ses ennemis à elle,

les vieilles classes et l'impérialisme oppresseur, le prolétariat doit combattre toute « défense nationale ». Son problème à lui, sa tâche historique, est de combattre toutes les fractions bourgeoises non pour réaliser une indépendance nationale désormais dépassée, mais pour faire triompher ses intérêts indépendants de classe internationale en s'emparant du pouvoir pour lui seul. La défense qu'il fera de son Etat ne sera « nationale » que dans la forme, mais nullement dans la substance : il ne s'agira pas d'assurer un principe sacré de défense de frontières nationales antédiluviennes, mais de tout subordonner à la défense du pouvoir prolétarien contre les agressions de la réaction intérieure et extérieure, défense qui est la condition de la transformation révolutionnaire de la société. Ce pouvoir-là, alors oui, il le défendra et saura déployer tous les trésors de sacrifices, de dévouement et d'héroïsme pour le faire.

En dehors de cette position internationaliste exempte d'ambiguïté, on ne fait que laisser le champ libre aux tenants du mensonge de la défense nationale déclarés ou

honteux, aux zéloteurs de la patrie bourgeoise, fût-elle baptisée « véritable » et agrémentée d'un tas de qualificatifs de couleur socialiste, prolétarienne, ou tout ce que l'on voudra.

Comment ceux qui n'ont pas osé prendre aujourd'hui une position nette le pourront-ils lorsque viendra le régime de l'état de siège ? Et pourquoi n'ont-ils pas osé aujourd'hui ? La raison est hélas simple. A force de cacher la théorie et les principes, à force de dissimuler les solides, les fermes certitudes de la doctrine, que l'on dit réservées à un petit groupe d'initiés, à force d'affaiblir les contours des positions pour les rendre plus « présentables », à force de vouloir s'adapter au niveau du militant moyen du PCF, érigé en pierre de touche indispensable à toute action, on a cessé de former des militants pour donner des précheurs. Ce bonne parole, des experts en bon sens. Mais seuls des militants peuvent oser, tandis que des précheurs ne peuvent dire que ce dont le public est convaincu d'avance sous peine de déplaire et de perdre toute audience.

Unité de classe ou unité avec l'opportunisme ?

(Suite de la page 1)

Le fait que l'opportunisme se meure sur ce terrain ne signifie rien d'autre, sinon qu'il est « opportuniste », précisément, et non « bourgeois » tout court. Ce n'est pas une raison pour le croire capable de défendre « jusqu'à un certain point » les intérêts ouvriers et rêver de faire un bout de chemin avec lui, mais au contraire pour le combattre plus durement encore, comme un facteur actif de la pression étouffante que l'impérialisme mondial fait peser sur le prolétariat.

Cette analyse — et ces conclusions — sont évidemment à l'opposé de celles de tous les groupes d'extrême-gauche qui, parce qu'ils n'ont une vision claire ni de ce qu'est la lutte de classe, ni de la contre-révolution et du rôle de l'opportunisme, hésitent à rompre avec lui. Partant en guerre, dans la revue théorique de la IV^e Internationale, contre « la xénophobie et le racisme » qui marquent la « régression de la conscience de classe de diverses couches de travailleurs vers des positions nationalistes », C.A. Udry écrit :

« Dans tout ce processus, le mouvement ouvrier organisé n'est évidemment pas absent. Souvent la bureaucratie ouvrière, sœur jumelle de l'aristocratie ouvrière, s'est montrée un élément actif de la diffusion des préjugés xénophobes, aussi bien vu son silence et son inactivité face aux discriminations multiples, que vu sa politique « revendicative » qui va fréquemment dans le sens d'un renforcement de ces discriminations [...]. Ceci met directement en question la politique du mouvement ouvrier traditionnel, le manque d'éducation de classe, l'idéologie chauvine, nationaliste ou même parfois des positions ouvertement xénophobes [...] diffusés par une grande partie des syndicats et partis se revendiquant de la classe ouvrière » (2).

On sait avoir du tact : on égratigne, mais il ne s'agit pas de faire mal. Surtout, on ne montre nulle part l'opportunisme pour ce qu'il est : une force matérielle, un saboteur des luttes non seulement des travailleurs immigrés, mais de toute la classe ouvrière (3). Tout se déroule dans le monde poli et innocent des idées : l'opportunisme contribue à « diffuser » des idées fausses et « renforce l'ensemble des préjugés ». Ainsi la cause de tout serait dans les « préjugés » des ouvriers. On retrouve là une vieille caractéristique de l'opportunisme, aussi bien centrée que droitier, avec son esprit aristocratique : l'indulgence envers les responsabilités des chefs ouvriers va de pair avec le mépris pour le « manque de conscience » d'une base « inéduquée ».

Entre « diffuseurs » d'idées, on peut toujours s'entendre. « Quand

la IV^e Internationale critique le réformisme, ce n'est pas pour le combattre, mais pour le conseiller et le convaincre. A qui s'adressent les arguments de C.A. Udry, sinon à l'opportunisme, qu'il s'agit de convaincre qu'il a tout intérêt à mieux cacher son jeu et à faire l'unité avec les « révolutionnaires » (et au-delà, bien sûr, c'est aux travailleurs qu'on essaie de faire croire que l'unité avec les réformistes est possible et souhaitable) ?

« Ces manifestations de chauvinisme deviennent un obstacle majeur à l'intégration des travailleurs immigrés dans les organisations ouvrières, au développement de liens de classe entre les composantes immigrée et indigène de la classe ouvrière. Cela constitue un barrage d'autant plus haut que pour de nombreux travailleurs l'expérience syndicale qu'ils ont eue dans leur pays d'origine se réduit souvent à celle d'un syndicat vertical-gouvernemental. Cette expérience détermine une certaine défiance face à l'organisation syndicale, défiance qui est alors confirmée. Cette politique chauvine affaiblit donc l'organisation syndicale et ouvre une scission dans la classe qui peut recouper et renforcer organisationnellement une division introduite par l'ensemble des mesures discriminatoires [...]. Finalement il faut souligner que la faiblesse [!] et l'incapacité des organisations réformistes à stimuler une intégration de classe, à lutter radicalement contre la discrimination, laissent la porte ouverte à des syndicats-maison, à des syndicats fascistes (la CFT en France) qui démagogiquement se présentent comme les vrais défenseurs des immigrés [...]. On voit ici un des aspects les plus criants de l'affaiblissement de la classe que permet une politique multipliant les compromis face aux discriminations dont sont victimes les travailleurs immigrés ».

C'est peu dire que l'opportunisme, avec sa politique, laisse la porte ouverte aux syndicats ouvertement patronaux. C'est peu dire qu'il affaiblit les syndicats actuels : En réalité, il y a belle lurette qu'il les a détruits comme organes de classe. Le problème est de le combattre sans merci pour permettre que s'unissent les rangs ouvriers, que les travailleurs étrangers surmontent leurs réticences vis-à-vis des travailleurs autochtones. Or la IV^e remplace cette lutte politique par une formule organisationnelle, indépendamment de son contenu : l'unité de tous les syndicats, et l'unité de tous dans les syndicats. C'est la raison pour laquelle elle affirme que « l'organisation des travailleurs immigrés dans le syndicat est une tâche prioritaire, quelles que soient les difficultés à le faire » (4). Il est clair que

Dans les barbelés de la grandeur française

Le voyage de Chirac aux Antilles et en Guyane a été « triomphal » : les autorités ont laissé libre cours à l'enthousiasme populaire... et c'est pour cette raison que toute manifestation qui n'aurait pas participé à cette liesse était interdite...

A côté de la « France d'Amérique », l'Océan Indien. On sait que la population de Mayotte a « librement exprimé sa volonté de rester française » par la voie indiscutable du référendum accordant l'indépendance aux Comores. C'est donc tout à fait logiquement que le gouvernement dément catégoriquement, en dépit des affirmations de toute la presse, de L'Humanité au Figaro, que de violentes et sanglantes échauffourées viennent de se produire entre la gendarmerie et la légion étrangère et la population de plusieurs villages réclamant l'indépendance et le rattachement aux Comores. Voici un « référendum » dans lequel nous avons plus de confiance !

Non loin de là, dans le camp de concentration de Djibouti, Paris vient de promettre l'indépendance. Mais comme d'un autre côté, on n'a cessé de répéter de-ci de-là que l'on ne quitterait jamais ce lieu — où 6.000 hommes, plus la flotte qui est à proximité, montent la garde de la civilisation barbelée — et que la marionnette en place a « librement déclaré » que « le maintien des troupes françaises est une condition sine qua non de l'indépendance », on convient qu'il faudra plus qu'une reconnaissance juridique pour en finir avec l'oppression française combattue courageusement à Djibouti.

Outre ces bagnes que piétine et ensanglante la grandeur française, cette dernière laisse traîner aujourd'hui ses griffes criminelles en Angola, où l'on soutient et arme le FNLA, au Sahara occidental où l'on aiguillonne et supervise la razzia de Hassan et l'étranglement de la population sahraouie.

C'est de la lutte du prolétariat métropolitain contre son propre Etat qu'ont le plus impérieux besoin les masses opprimées de tous ces malheureux pays.

dans les conditions présentes, en l'absence d'une lutte vraiment massive des ouvriers autochtones contre les directions social-chauvines — à laquelle la IV^e n'invite par ailleurs que mollement —, cela revient à demander aux ouvriers immigrés de taire leurs ressentiments et de surmonter leurs réticences sans contrepartie réelle. N'est-ce pas se ridiculiser et faire montre du plus profond pédantisme aristocratique que d'afficher une telle prétention ?

Où est, dans l'article de IV^e Internationale, le combat contre l'opportunisme ? La syndicalisation des travailleurs immigrés n'est pas présentée comme ayant pour but d'apporter dans les syndicats opportunistes une volonté de lutte, de bousculer les traditions chauvines de l'aristocratie ouvrière, d'imposer si possible aux démagogues réformistes le respect de leurs promesses : elle doit au contraire permettre aux travailleurs immigrés « d'intégrer les meilleures traditions du mouvement ouvrier européen, ce qui leur permettra aussi de mieux combattre le capitalisme lors de leur retour dans leur pays d'origine ». On se demande soit dit en passant comment pourra se faire cette « intégration » alors que les traditions même les plus élémentaires de la lutte de défense — comme la grève sans préavis ni limitation de durée, la défense y compris violente des intérêts ouvriers sans égard pour l'intérêt de l'entreprise ou de l'économie nationale — ont été à ce point reniées par l'opportunisme et effacées par lui de la mémoire de la classe que les évoquer dans une assemblée syndicale suffit à vous faire taxer de provocateur ! De plus « cette organisation dans le syndicat est aussi un instrument contre la domination d'idéologies rétrogrades et bourgeoises qui ont cours dans la communauté culturelle », souvent entretenues « à bon escient » par des représentants des pays d'origine » : comme si la CGT et la CFDT n'étaient pas elles-mêmes, à travers leurs directions, le véhicule d'idéologies rétrogrades et

bourgeoises autrement plus pemicieuses, car mûries au berceau de l'impérialisme et du social-chauvinisme !

La boucle est bouclée. Le tact envers l'opportunisme se transforme en éloge. De diffuseurs d'une « idéologie chauvine » les syndicats actuels, c'est-à-dire complètement vidés de leur substance par la contre-révolution et sous la coupe des directions social-impérialistes sont maintenant promus diffuseurs des « meilleures traditions du mouvement ouvrier européen », contre la « domination d'idéologies rétrogrades et bourgeoises »... d'origine étrangère. D' « européen » à « européen », on se lance des fleurs. Mais les prolétaires venus d'ailleurs, ceux qui n'ont pas plus de « traditions » que de « culture » ou de réserves, ceux qui n'ont pour patrimoine que leur combativité et leur instinct de classe, on les relègue au rang de bons sauvages, d'arriérés tout juste capables de recevoir des leçons de l'Europe ! Quant aux « révolutionnaires », conseillers de l'opportunisme, agents recruteurs pour les syndicats qu'il dirige, ils ont aussi pour tâche d'y défendre un certain « type de fonctionnement », « le plus démocratique » possible, « ne serait-ce que sur le plan de la production de documents en plusieurs langues, de traductions, etc. » (sic !). Ainsi la IV^e, qui rejette avec horreur l'idée que le parti révolutionnaire pourrait faire du syndicat sa courroie de transmission parmi les travailleurs organisés, ravalait le parti au rôle de courroie de transmission des syndicats réformistes et finalement de l'opportunisme parmi les ouvriers récalcitrants, et de porte-parole d'un « type de fonctionnement » !

Comme l'opportunisme de droite s'évertue à huiler les rouages du capitalisme pour assurer son « fonctionnement » avec le moins de heurts possible, le suivisme s'évertue à assouplir les tensions qui pourraient introduire des grincements dans la machine de domination de l'opportunisme sur la classe ouvrière. Dans la lutte pour la reconstitution du front uni prolétarien, nous devons aussi combattre les partisans zélés de l'unité avec l'opportunisme !

(1) Thèses adoptées au 1^{er} congrès de la LCR.

(2) C.A. Udry, *Travailleurs immigrés, unité ouvrière et lutte contre la xénophobie et le racisme*, dans IV^e Internationale, revue éditée par le Comité exécutif international de la IV^e Internationale, n° 18-19, nov.-déc. 1974. Toutes les citations seront tirées de cet article.

(3) Pour la LCR, c'est bien connu, les réformistes « défendent encore prioritairement les travailleurs indigènes » car ceux-ci votent alors que les travailleurs immigrés ne votent pas !

(4) Pour tourner ces « difficultés », la IV^e transforme d'abord les commissions immigrés (qui ont une exigence réelle à faire valoir dans les syndicats pour que le

mouvement ouvrier prenne en charge les revendications spécifiques des travailleurs des diverses nationalités étrangères — pourvu que cela se passe sur une base de classe — en une recette magique, qui, indépendamment de toute lutte réelle contre le social-chauvinisme permettrait « à moyen terme l'intégration effective des travailleurs immigrés qui manifestent, pour de multiples raisons, de nombreuses réserves face à l'organisation syndicale ». Et puis il y a, dans la pratique de tous les jours, ce truquage par excellence qu'est l'absence de critique autre que « privée » à l'égard de l'opportunisme, la falsification constante de son rôle réel, la lutte contre les courants radicaux qui, eux, le dénoncent ouvertement.

Séguy et Maire : « Le gauchisme, voilà l'ennemi ! »

Cette constatation scientifique n'est pas nouvelle. Elle fait partie du patrimoine du marxisme restauré par les bolchéviques et reflète la lutte de l'Internationale Communiste contre une tendance qui s'était déjà puissamment manifestée avec la participation des vieux syndicats réformistes et anarcho-sindicalistes à l'effort de guerre en 1914-18, à la reconstruction capitaliste d'après-guerre ainsi qu'à la lutte contre la vague révolutionnaire internationale. C'est pourquoi Trotsky pouvait faire en 1940, dans *Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste*, la remarque suivante :

« Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste, pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat. La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre « démocratie » bourgeoise ».

Une manifestation de ce duel inéluctable fut en France l'exclusion par Jouhaux en 1922 des syndicats adhérant à l'Internationale Syndicale Rouge — exclusion favorisée, il est vrai, par les tendances scissionnistes de l'extrême gauche anarchiste et syndicaliste révolutionnaire — précisément au moment où le courant révolutionnaire menaçait de conquérir la majorité de la vieille confédération.

Que s'est-il passé depuis ? La CGTU qui se constituait alors ne résista pas à la dégénérescence du parti, et la contre-révolution la brisa comme syndicat indépendant :

« En France, écrit Trotsky dans le texte cité, il n'y avait pas de place pour une existence indépendante des syndicats stalinien. Ils s'unirent aux soi-disant anarcho-sindicalistes de Jouhaux, et comme résultat de cette unification, il y eut un déplacement général du mouvement syndical non vers la gauche, mais vers la droite. La direction de la CGT est l'agence la plus ouverte du capitalisme impérialiste français ».

La guerre impérialiste et la résistance patriotique ne firent qu'accentuer encore ce caractère. A la libération triomphaient dans la pra-

Le parti sait qu'il ne peut exister comme facteur agissant de la préparation révolutionnaire sans l'appartenance de luttes économiques sur une vaste échelle auxquelles il participe et le développement correspondant d'un réseau d'organisations de lutte immédiate qu'il cherche à influencer. C'est pourquoi nous manquons au plus élémentaire réalisme si nous ne considérons pas avec le plus grand sérieux la dynamique du capitalisme impérialiste qui pousse à « l'assujettissement de plus en plus complet du syndicat à l'Etat bourgeois » (1).

tique tous les vieux radotages réformistes sur les nationalisations, que les révolutionnaires combattaient dans la CGT de 1920, et les élucubrations planistes violemment dénoncées même par le stalinisme dans la période précédente. De telles théories n'étaient que la sublimation démocratique de la collaboration active à la reconstruction de l'économie nationale, de l'Etat et de l'empire colonial, et de la participation à tous les niveaux de l'Etat et de l'entreprise, bref de l'emprisonnement du syndicat dans le réseau complexe des procédures de négociations, de discussion et d'arbitrage, ainsi que des sinécures correspondantes pour la bureaucratie syndicale. C'est ainsi que la CGT devenait stalinienne, mais parce que le stalinisme se faisait l'héritier de la vieille tradition anarcho-réformiste et chauvine.

La guerre froide pouvait-elle remettre en cause ce processus d'intégration ? Nullement. Elle le poursuivit au contraire, bien qu'à un rythme différent ; ou plutôt, elle élargit les bases de la pratique d'une collaboration favorisée de surcroît par la formidable expansion capitaliste, mais tout en cachant ce phénomène derrière la phraséologie trompeuse du stalinisme des premières périodes (2). L'écart ainsi créé entre les mots et les profondes déterminations matérielles devait inévitablement être comblé au profit de la pratique réelle, mais il fallait pour cela une intervention chirurgicale : c'est le choc brutal de mai 68 qui permit l'opération.

Une autre particularité de ces trente dernières années dans le mouvement syndical français, si l'on fait abstraction de la naissance de F.O. dont le poids est aujourd'hui faible, c'est le renforcement d'une organisation syndicale née sur le terrain de la collaboration des classes dans la tradition chrétienne et qui a pu mordre dans la classe ouvrière à la faveur de la contre-révolution et grâce aux amours staliniennes avec le christianisme en 1936 et pendant la résistance. Le rajeunissement industriel de la France a entraîné dans la classe ouvrière de nouvelles couches qui, comme dans l'Ouest, venaient de la paysannerie avec une tradition catholique qui les fit converger principalement vers la CFDT mais en y apportant les élans d'une classe jeune et non encore pénétrée de ce que les bonzes appellent la « tradition du syndicalisme », et qui n'est rien d'autre dans leur bouche que l'apprentissage de la servilité. Les autres facteurs qui ont bénéficié à la CFDT, qui a compris qu'elle ne pouvait poursuivre sa croissance qu'en abandonnant la vieille référence chrétienne, furent les réactions au stalinisme d'abord pendant la guerre d'Algérie — et dont l'expression politique fut le PSU — puis surtout après 1965 et mai 68 avec le développement de l'extrême gauche, ainsi que les réactions à la fermeture de plus en plus nette de la CGT sur les catégories supérieures, dans bien des endroits.

A la différence de la CGT, la CFDT n'a pas eu besoin de faire de gros efforts pour intégrer le

syndicat à l'Etat. Il faut même voir que 68 a encore accéléré ce processus avec Grenelle, la politique contractuelle et la politique d'adaptation à l'entreprise par laquelle la bureaucratie syndicale ne vend plus seulement la classe ouvrière en gros, mais aussi en détail (3).

Le problème de la CFDT est plutôt d'empêcher que les coups de tête de secteurs combattifs dont elle a bénéficié plus que la CGT ne remettent en cause ces résultats de l'évolution du syndicat, et son peu d'expérience de l'encadrement de la véritable lutte prolétarienne fait d'elle en quelque sorte le point faible du dispositif opportuniste. Les bureaucraties confédérales et même la bourgeoisie le savent très bien. C'est même là le sens profond de la politique d'accords entre la CGT et la CFDT dès avant 1968. L'unité d'action est indispensable pour éviter les « infiltrations gauchistes », comme cela s'est produit plusieurs fois ; c'est pourquoi elle est considérée comme une question de principe. En contrepartie, la mystique de l'unité permet de se servir de cette dernière comme d'une condition sine qua non de toute lutte, et l'absence d'un accord entre les syndicats sert souvent de prétexte à empêcher l'engagement de l'action.

Nous avons présenté en son temps l'accord de juin 1974 comme un pacte antigauchiste. Il s'agissait de lutter contre les « comités antisyndicaux irresponsables », c'est-à-dire d'interdire tout comité d'action, de grève ou de soutien qui ne serait pas a priori dirigé par la sainte alliance CGT-CFDT ; il s'agissait de condamner de même toute assemblée générale du personnel qui sortirait du cadre d'une intersyndicale avec accord préalable des deux syndicats. Mais évidemment apprendre le métier de pompier social est chose difficile, et la CFDT a encore besoin d'aide. Les récentes manœuvres sur le terrain de la lutte contre l'antimilitarisme ont révélé la tactique de la bourgeoisie et de l'opportunisme avec une certaine clarté. D'un côté le gouvernement a agité la répression et l'intimidation pour que les gauchistes se tiennent tranquilles, allant même jusqu'à mettre en prison quelques responsables CFDT qui avaient autorisés des pratiques contraires aux bonnes mœurs collaborationnistes ; on donne ainsi à tous les échelons de la bureaucratie syndicale des moyens de pression accrues sur la base. D'un autre côté, l'ainé en contrôle des mouvements sociaux prodigue ses conseils et ses mises en garde et contribue à accroître cette pression chez le cadet. C'est ainsi que le dialogue entre la CFDT et la CGT publié dans la presse récemment démontre avec éloquence les préoccupations de ces gredins :

« Il reconnaît, dit Laroze, bonze CGT, en parlant de Maire et de son interview au Monde du 20 décembre, que quelques textes inadmissibles ont été tirés sous le couvert d'organisations CFDT dépassant les positions de la Confédération sans qu'elle en ait été saisie. E. Maire convient de la nécessité à ce que les militants de la CFDT ne soient pas animés de l'extérieur et y introduisent des pratiques contraires à son orientation, d'où la nécessité, admet-il, de rétablir la démocratie syndicale en allant même jusqu'à l'exclusion de certains gauchistes, l'objectif étant, en tout état de cause, de faire respecter l'organisation syndicale, dont le but est de faire aboutir les revendications immédiates des travailleurs ».

Il est clair que ce que les bonzes syndicaux entendent par « faire respecter l'organisation syndicale » ne consiste pas à faire respecter son caractère ouvert à tous les travailleurs, mais à faire respecter son « orientation » c'est-à-dire le monopole réformiste sur elle, de faire respecter sa fonction conservatrice. C'est ainsi que le syndicat est clairement revendiqué comme fermé à tous ceux qui voudraient lier les revendications im-

médiates des travailleurs à une orientation révolutionnaire. L'extrême gauche qui vient de se mettre à genoux devant E. Maire sous prétexte qu'il parle de « comités » et même de « syndicat de soldats », oublie de dire que cela n'empêchera pas ce dernier de livrer les militants inculpés aux foudres de la classe dominante. C'est ainsi que l'*Humanité* du 23-12 se félicite de la décision de la CFDT de ne défendre parmi les inculpés que ceux « qui en déposeraient la demande » et, surtout, « afin d'éviter les amalgames », que « ceux qui, à titre personnel, se sont battus sur sa ligne politique » !

Comme on voit, les progrès de l'assujettissement du syndicat à l'Etat bourgeois sont tels que si l'opportunisme a réussi hier à chasser les révolutionnaires des syndicats dans une situation de lutte des classes déchaînée, — même s'il a dû attendre pour cela une période de recul —, il tente aujourd'hui de la faire préventivement. Ainsi a-t-il appris son métier, défini ainsi dans le texte de Trotsky déjà cité :

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à se réconcilier avec l'indépendance des syndicats. Il réclame de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa

(1) Le lecteur peut se reporter aux articles « les scissions syndicales en Italie » (1949) et Parti révolutionnaire et action économique (1951) publiés en français dans *Le Proletaire* n° 121 ainsi qu'à l'article synthétique qui donne notre appréciation de l'évolution des syndicats et notre attitude vis-à-vis d'eux, « Le parti devant la question syndicale », paru dans *Programme communiste* n° 53-54.

(2) On se convaincra aisément de cette continuité du processus d'intégration en lisant le livre de Séguy, *Lutter*, duquel nous extrayons le passage suivant : « J'ai eu également l'occasion, de 1950 à 1967, de connaître à peu près tous les ministres des Transports. J'en ai vu environ une vingtaine boulevard Saint-Germain ; j'ai toujours été frappé — aussi bien sous la IV^e que sous la V^e République — de constater à quel point ces ministres étaient ignorants des réalités techniques et sociales des chemins de fer. A la première entrevue, il fallait de longues explications pour les mettre au courant. J'ai pu observer alors le profit que ces hommes — même parmi les plus en vue

POLICE POLITIQUE aux yeux de la classe ouvrière. Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie travailleur est supprimée et remplacée par les fascistes ».

Faudrait-il s'agenouiller devant la police réformiste pour éviter les coups de la police fasciste ? Il est clair que le travail dans les syndicats est d'autant plus difficile que la tendance à l'intégration est poussée plus loin. Mais si ce phénomène est irréversible, il ne l'est que tant que dure le capitalisme et les révolutionnaires ont aussi une autre certitude scientifique : c'est celle de la reprise généralisée à l'échelle mondiale de la lutte de classe, même si cette dernière est difficile et retardée par le poids terrible d'un passé écrasant. Quand elle viendra, nous verrons alors ce qu'elle fera des syndicats actuels qui en tout état de cause ne pourraient de nouveau servir à la lutte prolétarienne sans un profond bouleversement de leur structure ; nous saurons si la lutte peut s'en servir ou non, pour la défense ouvrière et la préparation révolutionnaire s'il faudra attendre ou non la révolution pour en constituer de nouveaux qui puissent servir à la transformation révolutionnaire de l'économie. Mais une seule chose est sûre : tout cela serait impossible si les révolutionnaires ne menaient pas dès aujourd'hui le combat, y compris à l'intérieur des syndicats actuels contre le front uni de la bourgeoisie et de l'opportunisme pour tenter d'arracher aujourd'hui peut-être de petits contingents, mais demain de larges masses à son influence contre-révolutionnaire.

comme Antoine Pinay — ont pu tirer des connaissances que les militants syndicaux avaient, eux des réalités ». C'est exact que sans la collaboration de ces larbins stépendis, la bourgeoisie ne pourrait régner longtemps. Ce n'est évidemment pas la conclusion que tirent ceux qui se sont fait dans le capitalisme un trou qu'ils croient éternel et qu'ils s'acharnent à défendre contre le danger de la lutte prolétarienne : « D'où, poursuit Séguy, l'importance de la formation des militants (!)... (Elle) devrait être intégrée au système d'éducation nationale », etc... (op. cit. p. 174-175). Peut-on tomber plus bas dans la servilité ?

(3) La pratique est aujourd'hui devenue théorique et nous avons montré que sur le terrain neuf de l'armée où la tendance peut donc se développer avec plus de liberté et où les conditions particulières obligent à moins d'hypocrisie, l'organisation des soldats est, notamment pour la CGT, conçue sur le type ouvertement corporatif. Le lecteur peut se reporter à l'article intitulé « Un syndicalisme vraiment d'avant-garde », paru dans le n° 200 du *Proletaire*.

souscription permanente

Liste n° 10

La Ciotat, 210 ; Cavaillon, 190 ; François, 120 ; Dominique, 80 ; Denis, 80 ; Aix, 4 ; J.P., 5 ; La Ciotat, sept, 70 ; Bernard, 160 ; un cordonnier pour la presse, 110 ; Marseille local, 40 ; François, 120 ; Aix, 30 ; Canada, 871,83 ; Yves, soutien, 67,50 ; Villefranche, 88 ; Angers, 39 ; Lille, 297,35 ; Ferr. en souvenir de Bruno Z et Amadeo, 50 ; Soutien Yves, Canada, 400 ; F., 20 ; un soldat, 7 ; Moulins, soutien, 5 ; soutien Apo, 25 ; Moulins, 6 ; souscription L. 600 ; Paris, 3.450 ; Bruxelles en souvenir d'Ottorino, 20 ; réunion publique Paris, 429 ; Privas, 100 ; Lausanne, 80.
Total liste n° 10 7.834,68
Total précédent 75.871,58

Total général 83.706,26

PROGRAMME COMMUNISTE N° 68

Au sommaire :

- Le mythe portugais du double pouvoir
- Le marxisme et la Russie

LA CRISE DE 1926 DANS LE P.C. RUSSE ET L'INTERNATIONALE

- Introduction
- Lettre d'A. Bordiga à K. Korsch (octobre 1926)
- La Gauche communiste d'Italie face au débat dans le parti russe

— La « relance de la consommation populaire » ou l'élixir du docteur Marchais

Commandes au Proletaire : 8 F.

Toujours le mythe de la garantie de l'emploi

Dans la « plate-forme de lutte contre la crise » de l'OC-Révolution/OC-GOP, un des principaux objectifs proposés pour « unifier le combat des travailleurs contre la crise » est la « garantie de l'emploi » autour des revendications suivantes : « — Pas de démantèlement des entreprises, — pas de licenciement, — maintien des emplois sur place et de tous les avantages acquis, — pour les 35 h sans diminution de salaire ».

Nous avons démontré plusieurs fois dans ces colonnes le caractère irréalisable de la revendication de « garantie de l'emploi ». A un niveau général, le capitalisme ne peut garantir ni l'emploi, ni l'existence, de l'entreprise. Cela ne veut pas dire qu'il faut baisser les bras. Le principe est qu'il ne doit pas y avoir un seul licenciement sans une réaction prolétarienne, et il est indiscutable que la pression de la lutte peut amener des succès localisés pour la réintégration d'ouvriers licenciés ; mais elle ne peut, ni ne pourra, à l'échelle générale, modifier cette loi du capitalisme : c'est seulement la dictature du prolétariat qui permettra de s'attaquer sérieusement à cette loi, et la réalisation du communisme qui permettra de l'éliminer complètement.

C'est la raison pour laquelle le premier moyen destiné à réaliser cet objectif de « plein emploi », le « maintien des emplois sur place et de tous les avantages acquis », grâce à la conservation des entreprises « non démantelées » nous

semble complètement utopique. Mais c'est aussi une revendication, qui, présentée de façon aussi absolue, présente un grave danger : entraînant les travailleurs dans une impasse démoralisante, elle crée un terrain propice pour le réformisme qui en fait une arme de division des travailleurs, car ce dernier, pour lui donner un semblant de réalisation, n'hésite pas à réclamer par exemple l'embauche des seuls travailleurs qui ont participé à l'occupation, n'hésite pas à s'opposer à l'embauche de travailleurs extérieurs à l'entreprise ou à la localité, laissant ainsi le patronat et l'Etat peser de tout son poids sur les travailleurs, politique qui culmine dans la revendication du contrôle de l'immigration. La revendication du « maintien de l'emploi sur place » doit donc être maniée avec précaution : il faut en fixer les limites en considérant les conditions réelles de la lutte et les exigences de l'unification des travailleurs.

Le second moyen avancé pour « garantir l'emploi » est la « réduction massive du temps de travail ; la semaine de 35 h sans diminution de salaire [qu'il peut aujourd'hui permettre de donner du travail à tous]. Disons tout de suite qu'il est juste de revendiquer les 35 h. Mais quelle aberration de vouloir faire découler cette revendication de la seule lutte contre le chômage. Il faut en réalité la concevoir comme une revendication centrale : en effet c'est une ques-

tion vitale pour soulager l'ouvrier dans ses conditions de vie et de travail, diminuer l'usure physique et l'abrutissement engendrés non seulement par la durée mais aussi par l'intensité du travail, son rythme, sa cadence quotidienne toujours renforcée par le capitalisme. Dans la lutte contre le chômage, cette revendication doit aussi être avancée, mais on ne peut donner l'illusion qu'elle permet de « donner du travail à tous ». Certes, elle peut servir pour limiter le chômage, mais son intérêt principal est d'unir chômeurs et actifs dans une lutte commune pour s'opposer à l'alternative barbare : surexploitation pour les uns, chômage accru pour les autres.

Cette manière de poser les revendications en fonction de l'objectif illusoire de la « garantie de l'emploi » montre bien la difficulté qu'ont Révo ! et la GOP à se dégager du réformisme petit-bourgeois et réactionnaire en dépit des prétentions à combattre l'opportunisme et la trahison des luttes. En réalité, le chômage ne peut disparaître qu'avec le capitalisme, il n'est pas un phénomène passager mais durable et destiné à s'aggraver. C'est pourquoi les communistes — à la différence de Révo ! et GOP qui en font une revendication parmi les autres — mettent l'accent, dans la lutte contre le chômage, et sans renier les autres revendications, sur la revendication du salaire intégral aux chômeurs, principe qui trouvera sa pleine réalisation sous la dictature du prolétariat.

Ne pas se laisser intimider

(Suite de la page 1)

surprendre et d'affaiblir l'adversaire que de pallier par des « astuces » l'absence d'une force réelle. Bien plus, seul un parti éprouvé et trempé sortira renforcé d'une manœuvre intelligente et mesurée et peut donc y avoir recours avec succès. Mais le succès dépend en l'occurrence de la fermeté sur les principes : Il ne peut y avoir de manœuvre sur les principes eux-mêmes, car ils sont le point de ralliement des forces que l'on veut voir sortir grandies de la manœuvre.

C'est ainsi que la prétendue « tactique » qui consisterait pour une organisation à cacher ses buts et à taire ses principes dans l'espoir d'éviter les coups de l'adversaire se révèle non seulement en général inefficace, mais surtout désastreuse pour l'organisation elle-même et pour les forces qu'elle cherche à regrouper.

*

Mais éviter les coups à tout prix, est-ce vraiment un but que l'on peut se fixer quand on lutte pour l'émancipation prolétarienne ? Est-ce seulement possible ? L'antagonisme qui oppose la bourgeoisie et le prolétariat est irréductible. Il est une guerre tantôt larvée, tantôt ouverte. Pour qui prétend intervenir dans ce duel, il doit être clair qu'il s'expose inévitablement à recevoir des coups. On ne peut imaginer une armée qui se donnerait comme règle de conduite de ne pas recevoir des coups. Ce serait une armée pour rire, car à chaque fois, elle devrait éviter l'engagement avec l'ennemi, et par conséquent lui laisserait régulièrement le terrain libre. La petite bourgeoisie et ses représentants les démocrates partent en guerre de cette manière parce qu'ils ne mènent pas une lutte réelle, parce qu'ils se battent avec des principes éternels et des droits en général devant le tribunal de l'opinion publique, dont ils attendent le verdict. Mais il n'y a aucun tribunal dans la lutte des classes. Il y a des forces qui s'empoignent et la plus puissante est victorieuse. Ne pas combattre les illusions de la démocratie petite bourgeoisie dans les organisations prolétariennes, et surtout dans le parti ne peut avoir d'autre effet que de cultiver les tendances à la désagrégation et à la pusillanimité.

Cela ne veut pas dire que le parti doit engager le combat en toutes circonstances, dans tous les cas, même si le rapport des forces est de 1 à 10. Mais il sait qu'il devra engager la lutte demain, lorsque les conditions seront plus favorables. C'est bien pourquoi la bourgeoisie cherche auparavant à le désorganiser par la répression, par l'intimidation, afin de le paralyser et de lui faire abandonner sa propagande et ses principes révolutionnaires.

Le problème difficile mais vital pour le parti est de continuer à propager ses principes, sa propagande — tant que la légalité le permet, et pour le cas contraire en se donnant à côté de l'organisation légale une organisation et une presse illégales — et de se donner en même temps une organisation qui puisse résister aux coups inévitables de l'ennemi, qui apprenne à les parer le mieux possible, à faire en sorte qu'ils désorganisent le moins possible la continuité d'un travail toujours fermement orienté dans la même direction.

A l'échelle microscopique de la bataille d'aujourd'hui, c'est un enseignement qu'il est indispensable d'assimiler.

MISE AU POINT

Après la publication d'un communiqué signé de 22 avocats (paru dans *Le Monde* du 27-12) et faussement présenté comme émanant de l'ensemble des défenseurs des inculpés de « participation à une entreprise de démoralisation de l'armée », M^r Thierry Levy, défenseur des deux personnes inculpées à la suite de la publication d'un tract dans « *Le Prolétaire* », nous prie de faire savoir qu'il « approuve la décision de ses confrères de révéler le contenu d'un dossier vide et s'associe pleinement à cette initiative de principe, mais dénonce le procédé qui consiste à présenter comme unanime une prise de position qui n'a pas recueilli l'adhésion de tous les défenseurs et à engager des inculpés sur un texte qui implique une conception politique avec laquelle ils sont en complet désaccord ».

Les poubelles du chauvinisme

L'indépendance nationale est pour le maoïsme une règle absolue, au point que tout doit lui être sacrifié, même la simple vérité des faits élémentaires et empiriquement vérifiables.

C'est ainsi que le PCR (*Front Rouge*) ne pouvait que s'aplatir devant la direction de la CFDT pour laquelle la « défense des appelés » est indispensable à une « défense nationale efficace », puisqu'il lutte pour les mêmes objectifs. Il reproche même à la bourgeoisie française de ne pas assez se soucier d'indépendance nationale face aux visées des deux superpuissances, et surtout — en vertu des résultats de la dialectique *made in Peking* — celle du « social-impérialisme russe ».

Mais il y a pire. Il n'est sans doute pas un travailleur conscient qui n'ait eu envie de vomir devant le spectacle donné par le PC(ml)F (*L'Humanité Rouge*) qui lave la CFDT de toute accusation gouvernementale, mais ne craint pas de parler d'un complot international dirigé par la Russie par le double canal du PCF qui tenterait d'aguicher les cadres militaires et du trotskysme qui viserait à démoraliser les appelés, tous deux visant, par leurs actions convergentes, à briser toute capacité de résistance de notre armée bien aimée devant l'expansionnisme russe !

presse internationale

Voici le sommaire du n° 24 (19 décembre) de

il programma comunista

- Sotto il berretto frigio, l'elmo d'acciaio
- Attachi alla nostra stampa in Francia
- Evoluzione dei contrasti imperialistici nell'Asia orientale e sud-orientale
- Il programma rivoluzionario della società comunista (4)
- Danza di sciaccalli intorno alla preda sahariana
- La nostra visione della democrazia nel ciclo apertosi nel secondo dopoguerra
- Notizie dall'est
- PCI e sindacati denunciano i lavoratori « assenteisti »

Un pacte syndicat-patron

Au mois de novembre, la direction de Braud (Angers) annonçait 158 licenciements. Les travailleurs ont réagi par la grève, exigeant la suppression de ces mesures, une augmentation des salaires et le paiement des heures chômées. Après deux semaines de grève, les ouvriers ont dû reprendre le travail sans obtenir grand-chose : la CGT présentait comme une victoire la garantie de 36 heures de travail jusqu'en avril et une « prime exceptionnelle » de 250 F, mais cette dernière à condition que les ouvriers travaillent, c'est-à-dire qu'il n'y ait ni absentéisme ni grève pendant cinq mois. Le pacte social conclu entre le syndicat et le patron est encore plus catastrophique, comme on peut en juger en lisant les extraits d'un tract diffusé par nos camarades à cette occasion :

« Les bonzes de la CGT et du PCF vous disent que c'est une victoire pour les travailleurs d'avoir imposé au patron de discuter avec la CGT et de mettre au rancart le syndicat maison (SIPED). Oui, mais à quel prix et pour quoi faire ?

« On peut lire par exemple dans le protocole d'accord que les parties « s'engagent à ne pas éditer de tract à caractère non objectif, tendancieux, ou donnant lieu à provocation », etc...

« C'est un véritable pacte qu'ont signé les bonzes syndicaux et le patron : un pacte pour 5 mois de paix sociale ! Au rancart la grève ! Discutons maintenant autour du tapis vert, entre gens responsables. Place aux « nouvelles formes d'action » genre délégations à la préfecture et pétitions... [...]

« C'est ainsi que les bonzes syndicaux et les prétendus partis ouvriers, comme le PCF, jouent leur rôle de pompiers sociaux en entravant ou en stérilisant la résistance ouvrière aux attaques du capital.

« En effet, on ne peut à la fois défendre les intérêts des ouvriers et ceux de l'entreprise et de l'économie nationale, comme le fait le PCF. [...]

« Les travailleurs ne peuvent se lier les mains en signant un traité de paix avec les patrons, même pour 5 mois !

« Prolétaires, Camarades !

« Préparons la bataille pour nos revendications :

NON AUX LICENCIEMENTS ! PAIEMENT INTEGRAL DES HEURES CHOMEES SUR LA BASE DE 43 HEURES. AUGMENTATION DES SALAIRES.

« Avec nos armes de classe qui sont la lutte collective et l'ACTION DIRECTE sur le terrain de la force : LA GREVE !

« En appelant à la solidarité ouvrière la plus large possible par-dessus les limites d'entreprises !

« Prolétaires, Camarades !

« Que notre lutte réussisse ou non à empêcher les licenciements, luttons pour une véritable défense de nos camarades chômeurs :

« SALAIRE INTEGRAL AUX OUVRIERS LICENCIES, droit des chômeurs à rester inscrits au syndicat et à participer à l'action syndicale et aux grèves !

« C'est dans les batailles d'aujourd'hui autour des revendications et avec nos armes de classe que nous forgerons la force capable d'en finir avec ce régime d'exploitation, avec l'esclavage salarié.

« A BAS LA PAIX SOCIALE ! A BAS L'INTERET NATIONAL ET SES DEFENSEURS ! VIVE LA LUTTE DE CLASSE ET LA SOLIDARITE PROLETARIENNE ! ».

Les semaines ont passé. On peut lire dans *L'Humanité* du 2-1-76 : « 88 personnes sont menacées de licenciement chez Braud, fabrique de moissonneuses-batteuses à Saint-Mars et Angers. Dans la dernière période, le nombre d'heures hebdomadaires était passé de 43 à 32 heures [et non les 36 « garanties » dans l'accord, NdR]. Là encore, poursuit *L'Humanité*, notre camarade Daniel Dalbéra, député de Paris, demande au Ministre du Travail quelles mesures il compte prendre pour éviter les licenciements. Sans commentaires... »

Les surprises du socialisme algérien

Révolution africaine, l'organe du FLN, ne comprend pas. On a instauré la « gestion socialiste » dans les entreprises, et pourtant, « il faut souligner, lit-on dans un article intitulé D'une gestion à l'autre et paru dans le n° du 28-11-75, que la première réaction des travailleurs fut de considérer le directeur comme un ennemi et de rentrer en conflit avec lui » ; et de rappeler qu'« en juillet 1974 lors de la conférence nationale de la GSE (Gestion Socialiste des Entreprises) on avait noté particulièrement l'existence de ce conflit au sein des entreprises ». Si pour les représentants de la bourgeoisie algérienne, « les conséquences d'une telle situation » sont pour le moins « fâcheuses », nous ne pouvons pour notre part que nous en féliciter. Le FLN s'imaginait que son prestige révolutionnaire passé pourrait lui servir éternellement à masquer les antagonismes qui naissent sur le sol d'une société fondée sur le marché, le salaire et le capital ; mais aucune recette de gestion, fût-elle qualifiée de « socialiste », ne pourra les empêcher d'éclater.

Nous nourrissons donc les plus grands espoirs dans l'accentuation de ce conflit et espérons que le plus tôt possible il se transformera en un incendie qui remettra à sa place le « socialisme algérien » et pourra résoudre de façon radicale la question des réformes que ce dernier a toujours promises — surtout la réforme agraire — mais qu'il est congénitalement incapable de réaliser.

permanences du parti

CONSULTEZ LA LISTE DES PERMANENCES QUI OUVRENT A NOUVEAU

- A Lille : le dimanche de 10 h à 12 h, 27, rue Adolphe.
- A Marseille : les samedis 17 et 31 janvier de 14 h 30 à 17 h 30, 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).
- A Mulhouse : le premier vendredi de chaque mois, de 20 h à 21 h, Klapperstei 68, 4, rue Gutenberg.
- A Paris : 20, rue Jean Bouton (12^e) Le samedi, de 16 h à 19 h, et le dimanche, de 10 h à 12 h (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.
- A Strasbourg : le mercredi de 18 h à 20 h, le samedi de 14 h à 17 h, 7, rue des Couples, porte vitrée à droite (près de la place du Corbeau).
- A Toulouse : vente tous les dimanches de 11 h à 12 h au marché Saint-Sernin.

LECTEURS ET SYMPATHISANTS DE SUISSE

Vous pouvez prendre contact avec nos militants en écrivant à :

B.P. 85
Montchoisy
LAUSANNE 19

directeur-gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »
232, r. de Charenton, Paris-12^e

distribué par les NMPP
No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 42144